

● (2140)

Plusieurs articles ont paru à ce sujet dans les journaux de l'Ouest et divers journaux agricoles dans tout le Canada. J'aimerais me reporter à l'un des plus récents, paru dans le *Globe and Mail* de Toronto du 3 juin 1977, sous le titre «Les céréaliers en ont jusqu'au-dessus du bonnet des délais que met Ottawa à appliquer le système métrique.» M. Bruce MacMillan, président du Conseil des grains du Canada, a sévèrement critiqué la manière dont le gouvernement a abordé cette question. Il est pourtant président d'un groupe qui a été créé par le gouvernement.

M. Marchand: Alors, pourquoi vous ne voulez pas adopter cette mesure?

M. Hnatyshyn: Si le ministre voulait seulement écouter et cesser de parler, je lui en serais très obligé. En tant que député, je tiens à être traité avec autant de respect que j'en témoigne au ministre en toute occasion. Je tiens à savoir ce que le ministre va faire pour faire appliquer le bill. Il ne suffit pas qu'il me dise que tout va bien se passer, et que je le croie. Ce n'est pas acceptable. Quelle que soit mon amitié pour le ministre, je ne puis accepter ce genre de proposition. Je ne m'attendrais pas qu'il l'accepte de ma part, quels que soient la logique et l'esprit raisonnable qui m'habitent, en toute modestie.

M. Paproski: Bravo!

M. Hnatyshyn: Je ne demanderais pas au ministre non plus d'accepter que je lui donne carte blanche, sans lui donner en échange, une idée de ce que je veux faire. Nous sommes tenus d'expliquer à nos commettants ce qui se passe au Parlement, et ce qui va se passer à l'égard de cette mesure. Mes électeurs vont me demander: alors, que pense faire le ministre? Selon le ministre, je dois aller voir mes électeurs et leur dire qu'il veut qu'on lui fasse confiance, que tout ira bien et qu'il y aura même des consultations. Qui va-t-il consulter? Va-t-il consulter un groupe d'agriculteurs libéraux? Ou s'agira-t-il d'un groupe d'agriculteurs conservateurs? Ou encore d'un groupe d'agriculteurs du district de Kamloops? De la circonscription de Saskatoon-Biggar? Je n'en ai aucune idée. Je ne suis pas en mesure de dire exactement à mes électeurs ce que le ministre a en tête. Je ne pense qu'il soit exagéré de le lui demander.

Le ministre veut savoir exactement ce que nous devrions faire pour que le bill soit adopté. Quel échéancier le ministre a-t-il en tête? Va-t-il tenir des consultations pendant une semaine, un an ou dix ans? J'aimerais savoir ce qu'il en est. C'est pour cela que j'ai pris la parole ce soir. Je ne participe pas au débat simplement pour faire obstacle au bill. Au contraire. Je prends la parole au sujet d'un amendement très raisonnable proposé par le député Qu'Appelle-Moose Mountain au nom de notre parti.

J'aimerais que le ministre ait la possibilité de tenir les consultations dont il a parlé. Comment mieux le faire que par

Système métrique

l'entremise d'un comité permanent de la Chambre des communes qui se rendrait dans l'Ouest pour connaître l'avis du commun des mortels et donner aux gens l'occasion de donner leur avis sur le bill à l'étude? Cela permettrait au comité permanent d'examiner cette information et d'en faire rapport à la Chambre. Il pourrait formuler des recommandations en vue de modifier le bill ou peut-être celui-ci serait-il adopté sans amendements. Il se peut que nous constatons, après ces consultations, que le bill est tout à fait satisfaisant sous sa forme actuelle. Je ne rejette pas cette possibilité. Pour ma part, je trouve inadmissible que le ministre reste assis à sa place à se demander pourquoi nous refusons d'adopter le bill.

Quand toute cette histoire a commencé, les associations agricoles sont venues collaborer, à la demande du gouvernement. Souvent à leurs frais, elles ont autorisé les membres de leur direction à participer aux travaux de la Commission du système métrique en vue d'instaurer un nouveau système de mesures dans l'agriculture. Cela est normal, quand le gouvernement demande le concours des bonnes volontés. Ces organismes n'hésitent pas à le faire à leur frais, dans beaucoup de cas. Ils ont participé aux discussions sur la conversion au système métrique en agriculture.

Ils ont cru, je pense, et le ministre sera peut-être d'accord là-dessus, que le gouvernement ferait en sorte que la Commission du système métrique s'occupe de l'agriculteur moyen, et cherche à savoir s'il sera représenté par les associations agricoles. Est-ce que cela devrait se faire par une sorte d'osmose? A-t-on supposé que tout le monde, à Saskatoon-Biggar, avait saisi tout ce qui se passe à Ottawa, par une sorte de phénomène de télépathie? Est-ce qu'on pensait que ces gens comprenaient et acceptaient le fait que ces organismes parlaient en leur nom? Il ne faut pas être particulièrement brillant pour comprendre que le gouvernement aurait certainement dû mettre les gens au courant pour qu'ils sachent exactement ce qui les attendait.

A l'origine, le système métrique devait entrer en vigueur le 1^{er} février de cette année. Le 27 janvier 1977, le journal *The Western Producer*, publié par le Saskatchewan Wheat Pool, a publié un article intitulé «Mais les agriculteurs sont-ils prêts à cela?» Voici ce que dit cet article:

Deux porte-parole de l'industrie céréalière ont déclaré que la seule chose qu'ils craignaient à propos de la conversion au système métrique dans l'industrie céréalière le 1^{er} février, c'est que les agriculteurs ne fussent pas prêts au changement.

Dès le début de l'année, on avait donc indiqué que le gouvernement avait failli à la tâche pour ce qui est de renseigner les agriculteurs de l'Ouest sur ce que comporte la conversion au système métrique. Le gouvernement aurait dû leur dire ce qu'il leur en coûterait d'adopter le système métrique et, le cas échéant, quels moyens fiscaux seraient offerts en guise de compensation.